



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 26 Septembre 2022

Régional

❖ Zlecaf : Mise en œuvre des mesures pour garantir la participation de femmes et de jeunes au commerce

La zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) est en train de créer un fonds et de rédiger un protocole visant à garantir la participation d'un plus grand nombre de femmes et de jeunes au commerce. Cette semaine, le secrétaire général de l'AfCFTA a déclaré que le fonds nommé *AfCFTA Adjustment Facility*, créé par l'Afreximbank, sera utilisé pour amortir les pertes de revenus à court terme des pays qui auront levé les barrières tarifaires pour le commerce transfrontalier. Environ 1 Mds USD a déjà été collecté pour cette facilité : Selon la Zlecaf, l'objectif se situe entre 7 et 10 Mds USD. Le dispositif sera renforcé par l'*African Trade Gateway*, une plateforme numérique qui fournira des informations sur le marché, notamment les règles d'origine, les procédures douanières, ainsi que la plateforme de transfert des paiements.

❖ Les ports de Dar es Salaam et Mombasa intensifient la concurrence pour attirer la RDC

Dar es Salaam et Mombasa, les ports les plus grands et les plus utilisés d'Afrique de l'Est, sont engagés dans une nouvelle course pour attirer davantage d'activité, en particulier les marchandises à destination et en provenance de la République démocratique du Congo, qui est le plus récent État membre de la Communauté d'Afrique de l'Est. Alors que Dar es Salaam prévoit de traiter 30 millions de tonnes d'ici 2030 alors que son concurrent, Mombasa, est en pleine expansion pour porter sa capacité à 47 millions de tonnes. Les deux ports emploient des stratégies différentes pour atteindre leur objectif mais les politiques convergentes impliquent la réduction des barrières non tarifaires (BNT) et l'augmentation des capacités de manutention des marchandises.

🌐 Burundi

Visite du premier ministre aux barrages hydroélectriques en cours de construction

Ce lundi 26 septembre 2022, le Premier ministre a effectué une visite aux deux barrages hydroélectriques de *Jiji* et *Murembwe*. Le Projet *Jiji-Murembwe* vise à accroître la capacité de production hydroélectrique d'autant plus que le pays accuse un manque aigu d'énergie. Selon l'analyse du journal *Iwacu*, la demande actuelle est estimée à plus de 70 méga watts alors que l'offre ne dépasse pas 35 méga watts. Selon le ministère de l'Énergie, les deux centrales de *Jiji* et *Murembwe* auront une capacité combinée de 49,5 méga watts. Le délai d'achèvement étant fixé au 12 août 2023, le retard dans l'exécution des travaux était probable d'après le ministre. Il a donc conseillé à la société égyptienne *Orascom* de redoubler d'efforts en majorant la main d'œuvre et des heures de travail afin de récupérer le temps perdu. Le projet est financé par la banque mondiale, la banque africaine du développement et la banque européenne d'investissement.

🌐 Comores

Pas de brève cette semaine

🌐 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🌐 Ethiopie

Subvention de 210 MUSD pour renforcer la résilience de l'Éthiopie face à la sécheresse

Dans le cadre du projet régional *Horn of Africa Groundwater for Resilience* lancé fin septembre, l'Éthiopie devrait bénéficier d'une subvention de 210 MUSD de l'Association Internationale pour le Développement (sur un financement régional total de 385 MUSD) afin de renforcer l'accès et la gestion durable des eaux souterraines dans les zones critiques du pays. Le projet vise notamment le développement d'infrastructures de captation et de distribution des eaux souterraines dans 55 woredas (districts) exposés à la sécheresse, ainsi que la mise en œuvre de projets d'irrigation dans la zone de Borena en région d'Oromia. Malgré des ressources en eau relativement abondantes (pluviométrie annuelle moyenne de 848 mm), l'Éthiopie est considérée comme un pays en stress hydrique en raison de la croissance démographique rapide (+ 2,5 %) au cours de la dernière décennie. Le sud du pays est, par ailleurs, régulièrement impacté par des épisodes d'extrême sécheresse.

Précisions sur le projet de loi pour l'ouverture du secteur bancaire éthiopien

Selon le journal *The Reporter* qui aurait eu accès au projet de loi approuvé le 3 septembre dernier, l'ouverture du secteur bancaire éthiopien se traduirait par l'autorisation pour les banques locales de céder jusqu'à 40 % de leur capital à des investisseurs étrangers. L'acquisition de parts dans les banques locales serait plafonnée à 30 % pour les banques étrangères alors que les investisseurs étrangers non bancaires et les particuliers se verraient autoriser chacun une participation supplémentaire de 5 %. Par ailleurs, le projet de loi permettrait également aux établissements bancaires étrangers d'ouvrir des

filiales et des bureaux de représentation en Ethiopie. Pour rappel, la mise en œuvre de ces réformes est conditionnée à l'amendement de la loi sur les investissements (« *Investment Law* ») et du Code financier éthiopien (« *Banking Proclamation* »).

Kenya

La construction de la ligne 2 du BRT de Nairobi retardée faute de financements

La construction de la ligne 2 du réseau de Bus à Haut niveau de service (Bus Rapid Transit – BRT) de Nairobi, en cours depuis 2020 et supposée entrer en opération en juin 2022 connaît d'importants retards. La ligne de 27 km, d'un montant de 5,6 Mds KES (48 MEUR), doit relier *Ruiru* situé au nord-est de la capitale au *Kenyatta National Hospital*, en passant par le *Central Business District (CBD)*. L'entreprise chinoise *Stecol Corporation* est en charge des travaux de construction des couloirs de bus dédiés après avoir remporté l'appel d'offre en 2020. Si près de 2 Mds KES ont d'ores et déjà été financés par l'Etat kenyan pour ce projet, le Trésor doit encore allouer au projet près de 3 Mds KES pour compléter la ligne. Cette ligne - la plus avancée à ce jour - devrait être complétée par quatre autres axes pour former le réseau de BRT de la capitale, destiné à réduire la congestion routière à Nairobi. Le réseau devrait être desservi par près de 950 bus opérés par des opérateurs privés mais régulés par la *Nairobi Metropolitan Area Transport Authority (NaMATA)*.

Ruto cherche à conclure un accord avec *Safaricom* pour déboursier des prêts abordables

Mercredi dernier, le président nouvellement élu, William Ruto, ainsi que le ministre TIC et le Trésor national ont rencontré les directeurs généraux de *Safaricom*, *KCB* et *NCBA* pour discuter de la mise en œuvre du "*hustler fund*". Celui-ci doit

fournir des prêts concessionnels garantis par l'État (par le biais de fintechs telles que *Safaricom*) aux petites entreprises qui ont eu du mal à accéder au financement des banques traditionnelles. Dans le cadre du partenariat prévu, l'État s'appuiera sur l'infrastructure de prêt de *Safaricom* - qui a facilité l'utilisation de ses produits de crédit, épargne et service de paiement à 30 millions utilisateurs - pour proposer des prêts à taux d'intérêt à un chiffre sans exiger de garantie. Il s'agit d'un changement de politique par rapport aux administrations précédentes qui s'appuyaient sur les banques commerciales pour déboursier les fonds d'action positive de l'État, tels que le fonds *Uwezo*. Dans le cadre de l'accord, *Safaricom*, en collaboration avec les partenaires bancaires, percevra des commissions pour l'administration des prêts au sein de ce fond. Le fonds de 250 MKES est au cœur du programme de création d'emplois du président Ruto étant donné le taux de chômage kenyan qui est le plus élevé en Afrique de l'est.

Madagascar

Hausse de 4% des recettes d'exportation de cacao en 2021

Selon un communiqué du ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation du 26 septembre, Madagascar a collecté 24,5 MUSD de recettes issues des exportations de cacao en 2021, soit une hausse de 4,2% par rapport à 2020 (23,5 MUSD). Les quantités exportées ont augmenté de 19% de 12 434 tonnes à 14 783 tonnes. Près de la moitié des exportations est destinée aux Pays-Bas (44,9% de part de marché), loin devant l'Allemagne (9%), l'Inde (8,9%) et la France (8,4%). Si la Grande Île reste encore loin des volumes exportés par la Côte d'Ivoire, premier exportateur mondial (1,7 millions de tonnes), son cacao est réputé pour sa qualité.

🍷 Maurice

La Banque de Maurice relève son taux directeur de 2,25 % à 3 %

Lors de sa réunion du 28 septembre 2022, le comité de politique monétaire de la Banque de Maurice a annoncé une hausse de 75 points de base de son principal taux directeur, passant de 2,25 % à 3 %. Cette décision accentue la dynamique amorcée par les réévaluations de mars (+15 points de base) et de juin dernier (+25 pts). La Banque centrale tente à travers cette décision de freiner un niveau d'inflation élevé dont elle estime qu'elle pourrait atteindre 10,6 % pour 2022 (8,4 % selon le FMI). Pour autant, elle reste optimiste quant à la poursuite de la reprise économique et maintient une prévision de croissance de 7,4 % pour 2022 (contre 6,1 % selon le FMI).

🍷 Ouganda

L'Ouganda statue sur une réduction du budget public pour l'exercice 2023/24

Le 13 septembre dernier s'est tenue, sous l'égide du ministère des Finances, la conférence annuelle sur le budget 2023/24 suivie, le 22 septembre, d'un comité annuel des autorités publiques avec le *Local Development Partners Group (LDPG)* de l'Ouganda. A l'issue de ces rendez-vous, le budget publié par le ministère pour l'exercice 2023/24 est évalué à 47,3 Mds UGX, représentant une baisse de 1,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette contraction n'apparaît pas en adéquation avec les recommandations des partenaires du développement, représentés par le Dr Richard Nelson, suggérant une hausse de l'investissement public, en particulier dans les secteurs prioritaires de la santé et de l'éducation. Les axes d'investissement stratégiques identifiés par les

partenaires sont néanmoins alignés avec ceux du gouvernement ougandais. Il s'agit d'un accroissement des dépenses dans les infrastructures de transport, de la valeur ajoutée dans le secteur agricole ainsi que d'une hausse en valeur et en volume des échanges commerciaux.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🍷 Seychelles

Le taux de croissance en 2022 révisé à la hausse de 7,9 % à 10,8 % grâce aux bonnes performances touristiques

Le taux de croissance devrait être révisé à la hausse en 2022 pour atteindre 10,8 %, contre une prévision initiale à 7,9 % selon le ministère des Finances seychellois. Cette augmentation est liée au dynamisme du secteur touristique dont les revenus ont quasiment triplé en glissement annuel au premier semestre 2022 (+195 % ; de 87 MUSD à 257 MUSD). Le ministre des Finances a déclaré que les Seychelles ont connu un excédent budgétaire de 2,1 % du PIB durant le premier semestre 2022 (45 MUSD), contre un déficit de 2,5 % du PIB initialement prévu (52 MUSD) pour la même période.

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Reprise des opérations pétrolières dans deux champs arrêtés suite à des manifestations.

Le ministère de l'Énergie et du Pétrole a annoncé la reprise de la production pétrolière dans deux champs de l'État de l'Ouest Kordofan, arrêtée pendant quelques jours suite à des manifestations de groupes locaux. Ceux-ci protestaient contre les autorités, qui n'avaient pas rempli leurs engagements RSE. La production de ces deux champs exploités par l'opérateur public 2BOPCO est de l'ordre de 6 000 barils/jour. La situation sécuritaire et la faiblesse des investissements sont les deux principales causes du déclin de la production pétrolière soudanaise qui a chuté à 40 000 b/j environ, provenant à parts égales de 2BOPCO et du Chinois *Petroenergy*.

Lancement de « Air Arabia Sudan »

Le groupe DAL, le principal groupe privé soudanais, et la société aérienne émiratie « *Air Arabia* », ont annoncé le 22 septembre le lancement d'une nouvelle société aérienne, « *Air Arabia Sudan* », basée à Khartoum. « *Air Arabia Sudan* » exploitera une flotte de nouveaux Airbus A320 et offrira des vols à bas coût. Les deux partenaires n'ont pas encore annoncé les destinations desservies par la nouvelle société.

📍 Soudan du Sud

Le Soudan du Sud lance un appel aux investisseurs étrangers pour la construction de raffineries de pétrole

Lors de l'*African Energy Summit*, le ministre soudanais du Pétrole (M. Puot Kang Chuol) a lancé un appel aux investisseurs étrangers dans l'objectif de doter le pays en raffineries et de ne plus dépendre du pétrole importé depuis le

Kenya et l'Ouganda. Le Soudan du Sud, qui a produit à un rythme de 170 000 barils par jour en 2021, est fortement dépendant des importations pour assurer la stabilité de l'activité économique du pays et se remettre de la crise provoquée par la guerre civile et la pandémie. Dans la mesure où les projets de construction annoncés en 2020 de quatre raffineries dans les régions de Bentiu, Paloch, Thiangrial et Pagak, n'ont pas été concrétisés, malgré leur faisabilité et les financements proposés (Afreximbank et banques régionales), le Soudan du Sud affiche aujourd'hui son souhait d'indépendance aux fournisseurs étrangers et de maximisation de l'exploitation de ses réserves.

📍 Tanzanie

Le projet du Port de Bagamoyo pourrait reprendre au cours du prochain exercice 2023/2024

Le directeur général de l'Autorité portuaire tanzanienne (TPA), Plasduce Mbossa, a annoncé la reprise en 2023 du projet de construction d'un nouveau port à Bagamoyo, prévu pour relayer le port de Dar es Salam dont le trafic est en progression continue. Selon le gouvernement, plusieurs multinationales ont manifesté leur intérêt pour le développement et l'exploitation du projet portuaire sans révéler leurs identités. Le chantier, estimé à 10 Mds USD qui avait été attribué en 2013 à *China Merchants Holdings International*, avait été suspendu par le président John Magufuli, faute d'accord sur les conditions du contrat qu'il jugeait défavorables à l'État tanzanien. Avec plus de 17 millions de tonnes de marchandises traitées annuellement avant la pandémie de Covid-19, le port de Dar Es Salam pourrait, à plein régime, avec les aménagements effectués et à venir (en particulier de nouveaux quais qui s'ajouteront à ceux récemment construits) porter son trafic à 30 millions de tonnes d'ici 2030.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor